

Monsieur Xavier Bettel  
Premier Ministre  
Ministre d'Etat  
L-2910 Luxembourg

Luxembourg, le 3 octobre 2014

Monsieur le Premier Ministre,

Les organisations soussignées voudraient revenir sur un sujet brièvement soulevé lors de la rencontre entre partenaires sociaux le 18 septembre dernier.

En cours de réunion, il avait été évoqué de mettre en place une tribune institutionnelle pour un dialogue récurrent sur la procédure dite du « semestre européen ». Lors d'une récente entrevue entre les soussignés, cette suggestion a été discutée plus en détail et nous avons conclu qu'elle devait vous être soumise avant même la réunion prévue pour le 14 courant. Nos propositions à cet égard peuvent être résumées comme suit.

En janvier 2012, les membres du Conseil économique et social (CES) avaient décidé de ne traiter au CES pour la période de 2012 à 2014 que les thèmes sortant de la politique journalière retenant ainsi un programme de travail qui mettait provisoirement en suspens une grande partie des certaines obligations découlant de sa loi organique. Depuis, le CES néglige la procédure du Semestre européen. Comme il l'avait décidé en 2012, le CES est actuellement en train de dresser le bilan de ses travaux récents et de discuter les possibilités de son implication future dans la procédure du Semestre européen.

De son côté, le gouvernement souhaite actuellement reprendre les discussions sur le Semestre européen au sein d'un groupe de travail tripartite qui est censé traiter les sujets « Compétitivité, cadre européen (y compris semestre européen) ».

Indubitablement, le cadre européen fait que désormais les choix politiques essentiels dans les domaines économique, financier et social se trouvent cristallisés dans le Semestre européen. Les organisations représentatives des employeurs et des salariés partagent dès lors un intérêt évident à participer activement à une tribune qui leur permettrait d'échanger leurs visions et propositions et de commenter la politique gouvernementale.

Nous estimons que le CES peut offrir ce cadre aux partenaires sociaux et le Semestre européen peut devenir le sujet phare pour une rencontre officielle lors de laquelle ces derniers présenteraient publiquement leurs thèses au pays. Il nous semble en effet essentiel que les membres concernés du gouvernement soient associés à ce dialogue. Ainsi, on demanderait au Premier ministre et aux ministres en charge du Semestre européen (économie, finances) impliqués dans l'établissement des différents chapitres du programme national de réforme et du pacte de stabilité et de croissance de présenter les propositions gouvernementales.

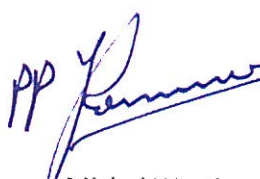
De cette façon le nécessaire débat public pourrait avoir lieu. Il donnerait au Semestre européen l'importance médiatique qu'il mérite au lieu de laisser le terrain aux seuls documents techniques et insipides qui sont peu connus du grand public. Le CES retrouverait un rôle de forum de dialogue et les différentes thèses seraient échangées sans qu'elles se bloquent mutuellement dans la recherche vaine d'une position commune.


Trois dates clés s'offrent pour un tel échange:


- 1) Au lancement du Semestre européen en novembre/décembre de l'année t-1 ;
- 2) Juste avant la présentation du programme national de stabilité et de croissance pendant la seconde moitié d'avril ;
- 3) Lors de la mise en œuvre des recommandations au niveau national : adoptés en juin/juillet au Conseil de l'UE, les recommandations sont à mettre œuvre dans le cadre des projets de plan budgétaire qui doivent être soumis à la Commission Européenne au plus tard pour le 15 octobre.

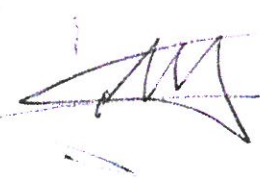
On peut penser à profiter des deux premiers de ces trois moments pour organiser deux événements/tables rondes. La troisième date pourrait servir utilement pour rassembler les partenaires sociaux dans un cadre plus restreint.

Dans l'espoir que nos propositions pourront être partagées par le gouvernement, nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute considération.

  
Michel Wurth  
Président **EMP**

  
Jean-Claude Reding  
Président

  
Patrick Dury  
Président

  
Romain Wolff  
Secrétaire général